Patronat : financer la guerre sociale

Financement des syndicats : patron ripou ?

jeudi 25 octobre 2007, par BARNIER Louis-Marie (Date de rédaction antérieure : 25 octobre 2007).

« Détournement d'argent à l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) » : la presse fait des gorges chaudes de cette annonce. Le cadre visé par cette accusation dirigeait jusqu'à peu les négociations sur le contrat de travail, pour le plus grand bonheur du Medef. On parle d'ailleurs plus de ces 15 millions d'euros que de ce qu'échangent patronat et syndicats au cours de ces réunions. Mais, là, la presse doit estimer que ce n'est pas son rôle d'enquêter...

L'UIMM regroupe ceux-là mêmes qui nous parlent en ce moment de faire la chasse aux chômeurs qui tromperaient l'Assedic, de se serrer la ceinture pour restaurer la « compétitivité » des entreprises ; qui signent des accords aux rabais, dans la métallurgie, allongeant toujours plus le temps de travail et augmentant la flexibilité sans gain financier pour le salarié.

Pire, cet argent détourné (du moins une partie) serait une manne occulte distribuée à certains syndicats. Quand on sait que la manne du plan Marshall, au nom de la formation des cadres syndicaux, inonda FO et la CFTC dans les années 1950, que la CGT ne recevra qu'en 1970 une somme égale aux autres syndicats pour la formation syndicale, on comprend qu'un financement transparent et égalitaire des syndicats est, pour le patronat comme pour la droite, un obstacle à leur conception du « dialogue social ». Ce qu'ils veulent, ce sont des syndicats à leur botte, idéologiquement, mais aussi et par un système cohérent, tenus par la finance. La seule solution : avoir des syndicats indépendants financièrement, grâce aux cotisations des syndiqués, mais avec un syndicalisme renforcé et combatif.

Denis Gautier-Sauvagnac a donc décidé de « se mettre en retrait » des négociations. Il fallait absolument préserver ce cadre de discussion, la légitimité des acteurs aussi bien patronaux que syndicaux, pour faire croire que cette « négociation » est menée en toute objectivité...

Louis-Marie Barnier

* *Paru dans Rouge n° 2223 du 18 octobre 2007.*

Patronat : financer la guerre sociale

Dans l'organisation de la confrontation sociale, comme dans d'autres domaines, l'argent reste le nerf de la guerre. Et, à l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM), fédération patronale à laquelle le Medef a longtemps sous-traité les « relations sociales », de l'argent, on n'en manque visiblement pas... Plus les jours passent et plus l'ampleur des retraits en liquide effectués par Denis Gautier-Sauvagnac, le président de l'UIMM, augmente : on en serait maintenant à 17 millions d'euros !

Surtout, ces sommes ne sont que la partie émergée de l'iceberg : en fait, l'UIMM disposerait d'une « caisse noire » de plusieurs centaines de millions d'euros. Se profile donc un double scandale : celui de l'origine de ces fonds et celui de leur destination. Ainsi, pour alimenter ce trésor de guerre, les directions des entreprises affiliées à l'UIMM prélèvent sans vergogne des sommes considérables sur les résultats de leurs sociétés (produits par le travail de leurs salariés), dans la plus totale opacité. Mais, bien sûr, c'est surtout leur utilisation qui pose problème. On sait que, dans les années 1970, le patronat de la métallurgie avait constitué une sorte de caisse anti-grève, afin de permettre à ses adhérents de « résister » aux mouvements sociaux.

On connaît également les « amendements UIMM » que certains députés mercenaires s'emploient activement à faire voter discrètement lors des séances nocturnes de l'Assemblée nationale. Enfin, les médias ont focalisé les rumeurs sur le soutien financier apporté, par l'UIMM, à des organisations syndicales (de salariés) plutôt complaisantes, saisissant là l'occasion de « poser le problème du financement des syndicats ». Problème sûrement réel, mais qui ne devrait tout de même pas occulter l'essentiel, à savoir les pratiques avérées de l'UIMM : abus de biens sociaux, achat de parlementaires et de syndicalistes. En un mot : une entreprise de corruption généralisée destinée à sauvegarder ses profits !

François Duval

* *Paru dans Rouge n° 2224 du 25 octobre 2007.*